

Rio Tinto : "on n'a jamais été si près du but"

Elle a choisi la place du Marché, dans un local occupé auparavant par l'agence immobilière "Élysée avenue", « mais n'y voyez aucune allusion », sourit Béatrice Santais : la fonction de député lui suffit amplement. Il lui fallait cet endroit, expliquait-elle hier matin, pour être plus au contact des Mauriennais : « la Maurienne, c'est la moitié de la circonscription, avec des dossiers très chauds ».

Difficile de ne pas les aborder. Sur Rio Tinto Alcan, quand Hervé Gaymard parle d'union sacrée, il a raison », estime Béatrice Santais, souhaitant une action, et même une communication, d'unanime sur le sujet. Pour elle, « il y a au ministère du redressement productif une cellule très sérieuse et active, qui sait parler à Rio Tinto Alcan, et aux repreneurs éventuels ». Bien sûr, « on comprend qu'il y ait quelque désespérance, mais on n'a jamais été si près du but ».

Le vœu du député de la 3^e circonscription, c'est que cela s'accélére, car les salariés ont besoin qu'on leur dise des choses un peu plus concrètes ». Béatrice Santais souhaite aussi que RTA, dont le désengagement de l'usine de Saint-Jean est acquis, soit présent dans la discussion « et au ministère, même pour une partie de la réunion



Autour de Béatrice Santais dans sa nouvelle permanence, son suppléant François Chemin, plusieurs élus de la vallée et militants du Parti socialiste, et son équipe parlementaire avec Félix Debernardi et Gaëtan Pochet, Héroïse Chemin. Photo DL/F.T.

seulement ». Arnaud Montebourg rencontrera à nouveau les élus et représentants du personnel le 15 janvier, confirme-t-elle.

Pour Béatrice Santais, « si l'on rend les choses irréremédiables pour le Lyon-Turin, si l'on avance sur Rio Tinto, alors on aura gagné pour la Maurienne, car quand il y a

du boulot, le reste suit ».

Question travail, la nouvelle parlementaire a rendu hommage, pour le leur, à deux bricoleurs de la section "pays de Maurienne" du Parti socialiste, Roger Vanoni et Gérard Magnien, qui ont retroussé leurs manches pour rénover le local, dont on connaîtra dans les jours qui

viennent les modalités d'ouverture au public.

Frédéric THIERS

POUR EN SAVOIR PLUS

Héroïse Chemin assurera une journée de permanence par semaine (le jour reste à définir) et Béatrice Santais utilisera la permanence plutôt en fin de semaine.

Lyon-Turin : "on a fait un grand pas en avant"

Béatrice Santais salue l'avancée du sommet de Lyon, le 3 décembre, pour le projet de ligne ferroviaire : François Hollande est le huitième président à marquer son intérêt pour le Lyon-Turin, mais là, c'est un peu plus que son intérêt ». Certes, « on a du mal à y

croire complètement tant on en parle depuis longtemps », reconnaît-elle, mais « un long chantier d'une dizaine d'années en Maurienne, ça n'est pas à négliger ».

Toujours côté transports, Frédéric Cuvillier a répondu aux inquiétudes de Béatrice Santais, exprimées par voie

de question écrite, sur les conséquences de la mise en circulation de la "galerie de sécurité" du Fréjus. « Le non-accroissement de la capacité de trafic [...] constitue la base » de l'étude menée par les exploitants, selon le ministre. Le maintien d'une seule voie par sens de circu-

lation, pour lui, le garantit. Mais il y aura aussi des « mesures de plafonnement », pas encore précisées.

Les gouvernements prendront une décision définitive une fois que la commission intergouvernementale aura donné son avis.

F.T.

REPÈRES

GENEVÈVE FIORASO EN VISITE ?

« Avec François Chemin, nous sommes presque arrivés à boucler le financement pour l'extension du laboratoire souterrain de Modane », assure Béatrice Santais. Geneviève Fioraso, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, s'est investie dans le dossier. D'après Mme Santais, elle pourrait « venir dans les jours qui viennent, c'est un sujet auquel elle tient. Et même si cela doit raccourcir les vacances des uns et des autres ».

VACANCES ?

À ce propos, Béatrice Santais a rappelé les propos du président de la République (s'adressant, pour le coup, aux ministres) selon lesquels « l'année compte 365 jours », signifiant que la vie du pays et de ses institutions ne devait pas s'arrêter du 22 décembre au 7 janvier.

MAISON DE LA JUSTICE ET DU DROIT : MICHEL BOUVARD ÉCRIT À P.-M. CHARVOZ

L'ancien député de la 3^e circonscription en veut à son ex-suppléant, et maire de Saint-Jean, de ne pas l'avoir convié à l'inauguration de la Maison de la justice et du droit, le 7 décembre, et le lui fait savoir : « j'y aurais été d'autant plus sensible », écrit Michel Bouvard, « que les doutes étaient nombreux, y compris de votre part, sur les chances d'aboutissement de la démarche que j'avais engagée ». Les relations entre les deux hommes sont il est vrai très tendues.